

La conférence de J Street affronte le « chèque en blanc » des États-Unis donnant Israël

Description

Mairav Zonszein à +972 le 1^{er} novembre 2019

En faisant de l'aide des États-Unis à Israël le thème central de sa conférence 2019, J Street remet en question, avant même 2020, le soutien bipartite à Israël. Maintenant que l'organisation a commencé à débattre, va-t-elle aussi se mettre à avancer ?

WASHINGTON – À l'ombre de la scène mondiale, le meurtre signalé du leader de l'ISIS, Abu Bakr al-Baghdadi, et le premier anniversaire du massacre à l'Arbre de vie, à Pittsburgh, 4000 personnes se sont rassemblées dans la capitale US pour la huitième conférence annuelle de J Street, avec le titre « *Se montrer à la hauteur* ».

D'une certaine façon, c'est juste ce que J Street a fait. La conférence a été dominée par le message que le gouvernement US ne devait plus – comme l'a dit le président de l'organisation, Jeremy Ben-Ami – donner un « chèque en blanc » à Israël. « *Il est très important pour les États-Unis d'examiner de très près si notre argent devait ou non aller à des activités qui rendent impossible la voie vers une solution à deux États* » a déclaré Ben-Ami à +972. Et il précise de quelles activités il parle, les démolitions des maisons palestiniennes et l'expansion des colonies de peuplement par Israël.

Les cinq candidats à l'investiture du Parti démocrate qui ont participé à la conférence – Pete Buttigieg, Amy Klobuchar, Julián Castro, Michael Bennet, and Bernie Sanders – ont tous accordé des interviews à Ben Rhodes et Tommy Vietor, résumés par *Pod Save the World* qui ont insisté auprès des candidats pour qu'ils abordent la question de l'aide États-unienne à Israël. Sanders, un favori de la conférence qui a reçu de loin les applaudissements les plus exubérants quand il est venu sur scène, a été le seul à demander explicitement à conditionner, et même rediriger, cette aide ; le sénateur du Vermont a suggéré qu'une partie des 3,8 milliards de dollars qu'Israël reçoit chaque année devait être réorientée vers une amélioration des conditions de vie à Gaza, qu'il qualifie d'« *inhumaines, inadmissibles et insoutenables* ».

La conférence de J Street marque un changement significatif dans le discours sur la relation USA-Israël en général, et le rôle de J Street en particulier. Depuis sa fondation en 2007, J Street œuvre avec une détermination obstinée à une solution à deux États négociée par les USA ; jusqu'à cette année, cependant, il n'avait jamais suggéré, ni même abordé, la question des conditions de l'utilisation de l'aide financière et militaire à Israël. En même temps, la situation sur le terrain s'est détériorée de façon significative au cours de la décennie passée, avec des colonies de peuplement qui s'étendent, trois agressions militaires israéliennes contre Gaza, et l'adoption de la loi dite de l'État-nation juif. Netanyahu, qui domine le paysage politique israélien quasiment depuis que J Street existe, est passé d'un

discours où¹ il se disait d' accord pour la solution à deux États en 2009, à l' adoption d' une politique explicitement antidémocratique et anti-Arabe.



Le président de J Street, Jeremy Ben-Ami, prend la parole à la conférence nationale 2019 de l' organisation, le 28 octobre 2019. (J Street)

L' alliance de Netanyahu avec Trump a simultanément enhardi la droite israélienne, et créé un espace à la gauche pour exprimer des critiques plus vives contre la politique US à l' égard d' Israël. En faisant de l' aide US le thème central de la conférence, J Street aide à l' égitimer cette question comme le point de départ de tout débat démocratique sur ce que doit être la politique étrangère US envers Israël en 2021. *« Il ne fait aucun doute que la majorité des démocrates se situe de la même manière que J Street. Le jeu d' un Israël qui a raison ou qui a tort est fini »*, dit Ben-Ami.

Mais ce changement dans la rhétorique ne s' est pas encore traduit en actions législatives concrètes. Ni J Street ni Sanders n' ont accordé leur soutien au seul projet de loi au Congrès qui demanderait vraiment des comptes à Israël sur la façon dont il dépense les fonds US : le projet de loi 2407, présenté en mai par la représentante du Minnesota, Betty McCollum, et qui vise à interdire de transférer des fonds US aux FDI (Force de défense israélienne) pour qu' ils soient utilisés dans la détention militaire d' enfants palestiniens. Le projet concerne la détention de mineurs dans chaque pays du monde ; il s' agit d' un amendement à la loi Leahy, laquelle interdit au gouvernement des USA de fournir des fonds à la discrétion du Département d' État de fournir des fonds à des forces de sécurité étrangères quand il existe une *« information crédible impliquant cette unité dans la perpétration de violations graves des droits de l' homme »*. Le projet de McCollum veut ajouter la maltraitance systématique des mineurs dans la classification de violations graves des droits de l' homme. Régulièrement, Israël garde en détention et maltraite des enfants palestiniens, comme en témoignent minutieusement les organisations palestiniennes, et israéliennes, de défense des droits de l' homme, et le rapporte abondamment le Magazine +972.

« Voyant que la rhétorique sur l' aide au conditionnement devenait le sujet central de la conférence, j' en ai déduit qu' un effort conscient était fait pour créer une division interne sur la scène publique, afin d' illustrer, pour certains membres obstinés du conseil, où s' en vont les choses », a déclaré Brad Parker, conseiller principal pour la politique et le plaidoyer à DCI-Palestine (Défense internationale des enfants à Palestine). Selon Parker, J Street avait déclaré en mai qu' il soutiendrait le projet de loi avant la fin de l' actuelle session du Congrès, mais il a par la suite exprimé certaines préoccupations concernant la formulation du projet de loi.

Ben-Ami a déclaré à +972 : *« J Street soutient le concept que toute aide doit respecter la loi Leahy »*.

Dylan Williams, vice-président principal aux affaires gouvernementales de J Street, affirme que l' organisation était toujours à discuter de la question. *« Nous ne savons pas simplement si cela permettrait de réduire de façon significative, voire à presque rien, l' aide US à la sécurité »*

dâ??IsraË«l, ce que nous soutenons Â».



Le sÃ©nateur Bernie Sanders (DÃ©mocrate â?? Vermont) intervient Ã la confÃ©rence nationale 2019 de J Street, le 28 octobre 2019. (Gili Getz)

Le projet effectivement ne prescrit pas de retirer un seul dollar de lâ??aide US, il prÃ©conise plutÃ´t de rediriger les fonds de sorte quâ??ils ne soient pas utilisÃ©s pour incarcÃ©rer des enfants. Il stipule quâ?? Â« *aucun fonds ne doit Ãªtre autorisÃ© Ã Ãªtre affectÃ© Ã une aide Ã un pays Ã©tranger si elle peut servir Ã soutenir une dÃ©tention militaire, des interrogatoires, des sÃ©vices, des mauvais traitements contre des enfants en violation du droit international humanitaire* Â». La reprÃ©sentante McCollum a confirmÃ© Ã +972 que le HR 2407 Â« *ne refuse pas une assistance Ã©trangÃ¨re des*

USA – Israël – et elle ajoute qu'elle « s'entient au langage ».

Lors d'une séance en groupes restreints sur le rôle d'Israël dans les élections de 2020, l'Américain d'origine juive Peter Beinart a décrit le soutien au projet de loi de McCollum comme « allant de soi ». Il ne suffit plus, dit-il, d'exprimer simplement un soutien à une solution à deux États, il explique qu'il est incohérent d'appeler à la fin des colonies de peuplement et à la création d'un État palestinien si on continue d'accorder en même temps à Israël une aide sans condition. « Pas besoin d'avoir un doctorat pour appliquer ces principes à une situation où les Palestiniens ont moins de droits en Cisjordanie qu'en avait un Noir du Mississippi en 1953 » dit Beinart. « Le débat qui s'engage au Parti démocrate et je pense sans tarder en est un qui débattrait de la complicité des États-Unis et de l'argent des États-Unis ».

La députée Ilhan Omar, qui a approuvé le projet de loi McCollum avec le reste du « Squad » (ce groupe de 4 femmes parlementaires qui s'opposent à Trump et ndt) a soulevé la question de l'aide à Israël au début de cette année. Suite à ses tweets et à des déclarations publiques sur le financement US qui assure un soutien monolithique et mesuré à Israël, Omar a été attaquée et étiquetée comme antisémite (elle s'est excusée d'avoir invoqué ce que beaucoup voient comme des tropes antisémites, soutenant qu'elle n'avait pas voulu offenser). Maintenant, J Street, Sanders et Beinart soulèvent tous le même problème. Sanders, en réponse à une question de Ben Rhodes sur la façon de traiter efficacement la critique d'Israël et son amalgame avec l'antisémitisme, a déclaré « Je pense que d'être juif peut être utile à cet égard. Il va être difficile pour quelqu'un de me traiter moi dont la famille de mon père a été anéantie par Hitler et qui a passé du temps en Israël et d'être antisémite ».



L'experte en opinion publique et autrice de +972, Dahlia Scheindlin, intervient à la conférence nationale 2019 de J Street, le 28 octobre 2019. (J Street)

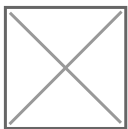
Omar, qui était invitée au gala de J Street lundi soir avec des dizaines d'autres membres du Congrès, a déclaré à +972 : « Comme en toute relation diplomatique, nous devons nous assurer que nos alliés se conforment au droit international, respectent les droits de l'homme et contribuent à la paix. L'aide militaire est l'un des leviers les plus importants que nous ayons ». Elle souligne que les Présidents Jimmy Carter et George H. W. Bush ont tous les deux utilisé l'aide à Israël comme point d'appui. « Je crois que la rapidité et l'augmentation récente des violations des droits de l'homme résulte de notre réticence à tenir les nouvelles administrations israéliennes responsables des mesures qui sapent la paix. Si nous sommes fermes à propos de la paix, il nous faut être à propos des occasions manquées et faire tout notre possible pour tirer les leçons de nos erreurs », dit-elle.

En 1991, George H. W. Bush a brièvement retenu 10 milliards de dollars à titre de garantie des prêts à Israël, en mesure punitive pour l'expansion des colonies de peuplement, et son fils a menacé de faire de même en tant que Président en 2003, pour exactement le même problème. Le Président Obama, de son côté, a signé un Protocole d'entente qui a garanti à Israël une enveloppe de 38 milliards de dollars sur dix ans. C'est l'enveloppe la plus grosse dans

lâ??histoire des États-Unis, et elle nâ??Ã©tait assortie dâ??aucune condition liÃ©e aux colonies de peuplement ou aux droits des Palestiniens. Aujourdâ??hui, le Parti dÃ©mocrate sâ??oppose Ã la dÃ©cision rÃ©solument Â« pro-IsraÃ«l Â» dâ??Obama de donner un chÃ¢que en blanc Ã IsraÃ«l avec lâ??argent des États-Unis.

Matt Duss, le conseiller en politique Ã©tranger de Bernie Sanders, a dÃ©clarÃ© Ã +972 : Â« *Lâ??argent est un symbole politique. Engager un dÃ©bat sur la suppression de cette aide est Ã©galement un symbole politique. Le but nâ??est pas dâ??en arriver Ã ce point ; mais si nous le faisons, nous rÃ©flÃ©chissons, comme beaucoup le sont, aux mesures concrÃ©tes que nous allons prendre* Â». Duss nâ??a pas spÃ©cifiÃ© comment Sanders sâ??y prendrait pour conditionner lâ??aide, soulignant plutÃ´t lâ??importance de normaliser lâ??idÃ©e que les dollars des contribuables US ne viendront pas soutenir des violations des droits de lâ??homme.

J Street est un groupe de pression sioniste libÃ©ral vouÃ© Ã une cause unique quâ??il sâ??impose avec le mandat de faire pression en faveur dâ??une solution Ã deux États. Dans son propre langage, il veut sâ??assurer quâ??IsraÃ«l est bien un État juif et dÃ©mocratique qui vit en paix et en sÃ©curitÃ© Ã cÃ´tÃ© dâ??un État palestinien. Il a fallu Ã lâ??organisation plus dâ??une dÃ©cennie pour en arriver Ã sâ??emparer de lâ??effet de levier de lâ??aide pour aller Ã des concessions politiques ; le dÃ©clencheur en a Ã©tÃ© la promesse Ãlectorale de Netanyahu, en 2019, dâ??annexer les colonies de peuplement israÃ©liennes en Cisjordanie avant mÃame les Ã©lections dâ??avril. Effectivement, cette Â« menace dâ??annexion Â» a surgi en bonne place dans les messages de la confÃ©rence. Mais tout comme lâ??engagement persistant de J Street en faveur dâ??une solution Ã deux États malgrÃ© sa disparition du discours en IsraÃ«l, cela est dÃ©connectÃ© de la rÃ©alitÃ© sur le terrain. Comme lâ??experte en opinion publique et autrice de +972 lâ??a soulignÃ© lors dâ??une session en groupes restreints, IsraÃ«l a dÃ©jÃ annexÃ©, de facto, par son entreprise de colonisation de peuplement, la plus grande partie des territoires palestiniens occupÃ©s. Â« *Lâ??expansion des colonies est une annexion qui se produit lÃ , sous nos yeux* Â» dit-elle.



Les participants Ã la confÃ©rence nationale 2019 de J Street lÃvent des affiches de la nouvelle campagne de lâ??organisation exhortant le Parti dÃ©mocrate Ã sâ??opposer officiellement Ã lâ??occupation israÃ©lienne des territoires palestiniens, le 27 octobre 2019. (Avec la gracieuse permission de J Street)

J Street avait fourni une grande tente sous laquelle la question de lâ??aide US Ã IsraÃ«l a pu Ãªtre dÃ©battue, mais son travail lÃ©gislatif actuel est largement centrÃ© sur le triage pour les dommages infligÃ©s depuis lâ??entrÃ©e en fonction de Trump. J Street se vante dâ??avoir recueilli plus de 190 partisans pour le HR 326, qui sâ??oppose Ã lâ??annexion et rÃ©affirme lâ??appel Ã une solution Ã deux États, mais cette rÃ©solution est grandement symbolique. Notamment, elle ne va pas jusquâ??Ã inclure une condamnation de lâ??occupation. Il reste Ã la plate-forme du Parti dÃ©mocrate dâ??appeler Ã la fin de lâ??occupation ; cette annÃ©e est la premiÃ¨re fois oÃ¹ J Street en a fait une campagne centrale dans le cadre de son action avec les Ã©tudiants sur les campus.

Lors de la conférence 2019, il est devenu évident que les flancs progressistes de J Street et le Parti démocrate tirent l'organisation tout entière vers la gauche. Ceci est illustré par la toute première apparition du sénateur de New York, Chuck Schumer, qui est un habitué de l'AIPAC et qui soutient la législation anti-BDS. J Street est maintenant politiquement complicité, et il apporte la preuve qu'il existe une alternative indispensable à l'AIPAC. Dans leurs discours liminaires au gala de la conférence, Schumer comme Pelosi ont répertorié l'importance d'un soutien bipartite à Israël, une sorte de mantra à Washington. Pas un seul représentant républicain n'a assisté à la conférence, alors que les organisateurs avaient déclaré en avoir invité plusieurs. Autrement dit, le soutien à Israël n'est plus une question bipartite et c'est plutôt bien. Pour le GOP (Grand Old Party à savoir Parti républicain), ni l'occupation, ni les Palestiniens n'existent réellement. Pour les démocrates, les droits des Palestiniens font de plus en plus partie intégrante d'un programme progressiste. Dans la perspective de 2020, le problème est : maintenant que J Street a commencé à débattre, va-t-il aussi se mettre à avancer ?

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source: [+972](#)

date création
2019/11/06